

AP N° 2026-APC-040-IC

**ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
DE MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS
ENTREPRISE CHARLES MORONI
Carrière d'Isle-sur-Marne et de Montcetz-l'Abbaye**

Le Préfet de la Marne

VU le Code de l'environnement ;
VU le Code minier ;
VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;
VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié par l'arrêté du 24 décembre 2009 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation installations classées ;
VU le Schéma régional des carrières de la région Grand-Est approuvé par l'arrêté préfectoral n°2024/665 du 27 novembre 2024 ;
VU le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) approuvé le 23 mars 2022 ;
VU l'arrêté préfectoral n°2008-A-08-CARR en date du 28 janvier 2008, autorisant la société Moroni à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire des communes d'Isle-sur-Marne et Montcetz-l'Abbaye ;
VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014-A-16-CARR en date du 5 septembre 2014, autorisant l'entreprise Charles Moroni à modifier les conditions de remise en état de la carrière exploitée sur le territoire des communes d'Isle-sur-Marne et de Montcetz-l'Abbaye ;
VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2022-APC-166-IC en date du 9 septembre 2022, autorisant l'entreprise Charles Moroni à modifier les conditions de remise en état de la carrière exploitée sur le territoire des communes d'Isle-sur-Marne et de Montcetz-l'Abbaye ;
VU le porter-à-connaissance concernant la cessation partielle sur le site A, lieu-dit « Le Prieuré », parvenu à l'Inspection des installations classées par transmission du 20 mars 2023, complété par le mémoire de réhabilitation, l'ATTES SECURE et l'ATTES MEMOIRE par transmission du 3 novembre 2025 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2026-LGF-039-IC levant l'obligation de garanties financières concernant le site A, parcelle ZC14 et ZC22, au lieu dit « Le Prieuré » ;
VU le rapport de l'inspection des installations classées du 9 décembre 2025 valant procès-verbal de récolement ;
VU le projet d'arrêté préfectoral porté le 5 janvier 2026 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
VU les observations de l'exploitant au projet d'arrêté préfectoral transmises le 20 janvier 2026.

CONSIDERANT le porter-à-connaissance concernant la cessation partielle sur le site A, lieu-dit « Le Prieuré », transmis par l'exploitant en date du 20 mars 2023 et complété le 3 novembre 2025 ;

CONSIDERANT l'ATTES SECUR précisant que, dans le cadre de la cessation partielle d'activité des parcelles ZC14 et ZC22 (site A), les opérations de mises en sécurité et de remise en état ont été

réalisées conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'exploitation n°2008-A-08-IC du 28 janvier 2008 modifié par l'arrêté préfectoral n°2014-A-16-CARR du 5 septembre 2014 ;

CONSIDERANT l'ATTES MEMOIRE précisant qu'aucun enjeu sanitaire et/ou environnemental n'a été identifié vis-à-vis de l'usage futur du site A, aucune mesure de gestion n'est définie pour les parcelles ZC14 et ZC22 (site A) concernées par la cessation partielle ;

CONSIDERANT que les conclusions du mémoire de réhabilitation sont confirmées par les conclusions de l'ATTES MEMOIRE et que, par conséquent, l'ATTES MEMOIRE vaut ATTES TRAVAUX, conformément au point III de l'article R. 512-39-3 du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2008-A-08-CARR du 28 janvier 2008 modifié par l'arrêté préfectoral n°2014-A-16-CARR du 5 septembre 2014 et l'arrêté préfectoral n°2022-APC-166-IC du 8 septembre 2022 ;

CONSIDERANT que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 du Code de l'environnement, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

SUR proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRETE

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION

L'entreprise Charles MORONI, dont le siège social est situé à 60, Boulevard du Val-de-Vesle à SAINT-LEONARD (51500), est autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière située sur le territoire des communes d'Isle-sur-Marne et de Moncetz-l'Abbaye sous réserve du respect des prescriptions des arrêtés préfectoraux antérieurs en date du 28 janvier 2008, du 5 septembre 2014 et du 9 septembre 2022 modifiés et complétés par celles du présent arrêté.

ARTICLE 2 – ARTICLE MODIFIÉ

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2014-A-16-CARR du 5 septembre 2014 sont remplacées par les disposition suivantes :

« L'autorisation porte sur les entités d'extraction suivantes :

L'autorisation porte sur les six entités d'extraction définies ci-après :

A : parcelle ZC n° 23, lieu-dit « Le Prieuré, commune d'Isle-sur-Marne ;

B : parcelles ZC n°s 5 et 6 et ZC n°s 24 et 25, lieu-dit « Les Grosses Terres », commune d'Isle-sur-Marne ;

C : parcelle ZB n°s 11 à 13, lieu-dit "Le Pommerot", commune de Moncetz-l'Abbaye ;

D : parcelle ZD n° 8, lieu-dit "Le Buisson la Crosse", commune d'Isle-sur-Marne ;

E : parcelles ZE n°s 3 et 4, lieu-dit "Le Chemin de Matignicourt", commune d'Isle-sur-Marne ;

F : parcelles ZE n°s 9 à 12, lieu-dit "Le Chemin de Matignicourt", commune d'Isle-sur-Marne.

représentant une superficie cadastrale totale de 761 850 m², ainsi que l'emprise des bandes transporteuses sur 6500 m² sur le territoire de la commune d'Orconte jusqu'aux installations de traitement de la société Moroni à Orconte :

- parcelle ZL 11 pp, lieu-dit "La Petite Mare Jandeure" ;*
- parcelles ZL 34 pp et 35 pp, lieu-dit "Le Puits" ;*
- parcelles ZL 50 pp, 51 pp et 52 pp, lieu-dit "Le Haut Chemin".*

Un plan de situation et un plan cadastral précisant les parcelles concernées sont annexés au présent arrêté (annexe 1 et annexe 1 bis).

L'autorisation porte sur les activités suivantes :

Désignation des Installations Taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Rubrique	Régime	Quantité
Exploitation de carrière Extraction de sable et gravier Surface cadastrale : 76ha 18a 50ca Surface exploitable : 40ha 40a 53ca Production annuelle maximale : 79 000m ³ / 150 000t	2510-1	Autorisation	150 000 t/an maximum

»

ARTICLE 3 – ARTICLE MODIFIÉ

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2014-A-16-CARR du 5 septembre 2014 sont remplacées par les disposition suivantes :

« L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective des garanties financières.

Montant de référence des garanties financières :

Le montant de référence des garanties financières est établi avec :

- un montant de base calculé en fonction des caractéristiques maximales S1 (surface infrastructures et défrichée), S2 (surface en chantier) et L (linéaire des berges à aménager) au cours de la période quinquennale considérée, et des forfaits correspondants indiqués à l'arrêté du 9 février 2004 ;
- un coefficient multiplicateur c.

Le montant de référence (Cr) des garanties financières est établi en application de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 selon la formule suivante : $Cr = \alpha \times (S1 \times C1 + S2 \times C2 + S3 \times C3)$.

Période quinquennale	S1 en ha	S2 en ha	L en m	Montant de base (€)	Coefficient multiplicateur	Montant de référence (€)
2025-2029	0,6500	2,810	1117	158 346	1,39	220 101

Le coefficient multiplicateur est défini par la formule suivante :

$$\alpha = (\text{INDEX} / \text{INDEX}_0) * (1 + \text{TVA}_r) / (1 + \text{TVA}_0) ;$$

où :

- l'indice TP 01 de mai 2009 (INDEX₀) est égal à 616,5 (arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié) ;
- l'indice TP 01 (INDEX) est égal à 130,7 (indice du mois de septembre 2025 paru au Journal officiel le 15 novembre 2025) multiplié par le coefficient de raccordement valant 6,5345, soit 854,06 ;
- le taux de TVA applicable (TVA_r) est 0,2 ;
- le taux de TVA applicable en janvier 2009 (TVA₀) est 0,196 ;

Document attestant des garanties financières :

Le document d'attestation de la constitution des garanties financières doit être conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe de l'arrêté du 1^{er} février 1996.

Un nouveau document d'attestation de la constitution des garanties financières doit être établi :

- au moins tous les cinq ans ;
- six mois suivant l'intervention d'une augmentation de l'indice TP 01 supérieure à 15 % par rapport à l'indice TP 01 pris pour le calcul du montant indiqué dans le document précédent.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

L'exploitant adresse au Préfet l'attestation de renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance, et une copie de ce document à l'inspection des installations classées.

Absence des garanties financières :

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'environnement.

Appel des garanties financières :

Le Préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L. 514-1 du Code de l'environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

Levée des garanties financières :

La levée de l'obligation des garanties financières est effectuée par arrêté préfectoral lorsque le site est remis en état ».

ARTICLE 4 – NOUVELLES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions réglementaires des actes administratifs antérieurs relatives au site A – Lieu-dit « Le Prieuré », parcelles ZC14 et ZC22, sont abrogées.

ARTICLE 5 – INFORMATION DES TIERS

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

ARTICLE 6 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr)

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

ARTICLE 7 - EXECUTION ET DIFFUSION

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne, sont chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé (ARS), au Service départemental d'incendie et de secours de la Marne, à la Direction de l'agence de l'eau Seine-Normandie, à la Directrice régionale des affaires culturelles – Service de l'archéologie régionale, au Chef de l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de la Marne ainsi qu'à Monsieur le Maire d'Isle-sur-Marne et Madame le Maire de Moncetz-l'Abbaye (affichage et implantation) qui en donneront communication à leur conseil municipal.

Notification en sera faite à l'entreprise Charles MORONI dont le siège social est situé 60, boulevard du Val-de-Vesle Prolongé – 51500 SAINT-LEONARD.

Monsieur le Maire d'Isle-sur-Marne et Madame le Maire de Moncetz-l'Abbaye procéderont à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, ils dresseront un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires.

L'arrêté préfectoral sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le

11 FEV. 2026

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général

Raymond YEDDOU



